

Refusons le racisme et l'islamophobie

Collectif des associations musulmanes de Nouvelle-Aquitaine

Assalamou 'Alaykoum,

Face à la récupération politique en cours, plusieurs associations musulmanes indépendantes de la Nouvelle-Aquitaine ont décidé d'unir leurs forces et de résister par tout moyen légal.

Ce collectif est ouvert à toute association musulmane désirant faire respecter ses droits les plus fondamentaux

Communiqué du Collectif des Associations Musulmanes de Nouvelle-Aquitaine

Alors que le peuple français dans son ensemble fait face depuis des décennies, et ce, sous le règne respectivement de la Droite comme de la Gauche :

1. Au délitement des valeurs de la République, » Liberté, Égalité, Fraternité »,
2. À la remise en cause des libertés individuelles et de la cohésion nationale,
3. Au démantèlement de ses acquis sociaux comme l'illustre depuis deux ans la lutte du mouvement des Gilets Jaunes à travers le pays,
4. Au défi de la crise climatique qui menace l'Humanité d'extinction,
5. Au défi de la crise sanitaire du Coronavirus, dévoilant les failles de notre système de santé.

Notre Gouvernement choisit, face à tous ces défis à relever,

de jouer la stratégie de la diversion et de la division des Français en se servant de la communauté Musulmane comme bouc-émissaire, qualifiée « d'ennemi de l'intérieur » par le chef de l'État.

L'odieux assassinat de l'enseignant Samuel PATY le 16 octobre dernier a suscité une légitime émotion à travers tout le pays.

Nous condamnons cet assassinat commis par une personne qui ne représente qu'elle-même, mais nous condamnons aussi l'odieuse exploitation politique de cette tragédie.

En effet, la quasi-totalité de la classe politique et des médias dominants exigent des Musulmans des excuses, et qu'ils manifestent avec bruit leur attachement à la liberté d'expression, comme si les Musulmans, et par extension l'Islam, étaient responsables de ce crime.

Dans ce contexte, les mesures visant des associations comme BarakaCity ou le CCIF annoncent une politique répressive qui avait besoin d'un prétexte pour rendre toute représentation associative musulmane coupable et comptable de chaque acte de nature criminelle.

Et ce, alors même que les principes fondamentaux de notre République sont théoriquement clairs : les hommes naissent libres et égaux en droits, sans distinction.

Car oui, il nous faut tristement rappeler que nous sommes tous des êtres humains, et qu'aucune discrimination ne peut être admise, qui plus est dans le but de soustraire des droits.

Laisserons-nous notre devise nationale Liberté, Égalité, Fraternité glisser vers Musellement, Désenchantement, Division ?

Face à la manipulation politique en cours, plusieurs associations de la Nouvelle-Aquitaine ont décidé d'unir leurs forces et de résister par tout moyen légal.

Nous appelons chaque citoyen, chaque association, à refuser le racisme et l'islamophobie, à se mobiliser contre les mesures de répression et les lois islamophobes que compte adopter le Gouvernement.

Nous appelons toutes les forces vives, qui croient encore que les valeurs de la République ont un sens, à dire non au projet funeste de la division et du racisme.

Le Collectif des Associations Musulmanes de Nouvelle-Aquitaine

Le 23/10/2020

Liste des associations membres du collectif : BeeHuman, CCIF Gironde, Centre Adam, COJEP Bordeaux, Comité Action Palestine, Des livres et la Oumma, ENSEMBLE, Institut de Formation d'Etudes Musulmanes (IFEM), Les alliés de la paix, Mosquée de Pessac, Mosquée de Saint-André-de-Cubzac.

Source photographique:
<https://fr.myeurop.info/2019/10/02/progression-de-lislamophobie-en-europe/>

Les accords Emirats Arabes Unis / Israël : normalisation et capitulation !

Interview de Dr. Anwar Abu Taha

membre du BP du mouvement du Jihad islamique en Palestine

(17/9/2020)

La région du Moyen Orient est entrée depuis quelques années dans une mutation profonde où la nouvelle configuration des rapports de forces est fortement impactée par les soulèvements populaires. Dans cette phase longue de transition, aux conséquences incertaines pour les dictatures arabes, des alliances nouvelles se forment pour enterrer la cause du peuple palestinien. La connaissance fine du contexte permet de comprendre pourquoi les Émirats Arabes Unis notamment, normalisent leur relation avec Israël, et du même coup normalisent le sionisme. Cette normalisation nécessitant une nouvelle légitimation d'ordre spirituel, on inventa une nouvelle religion : l' « Accord abrahamique ». Cette religion de circonstance est censée consacrer les valeurs de « paix » et d' « amour », mais elle n'a d'autres buts en réalité que de désarmer idéologiquement la résistance islamique en Palestine et dans le monde arabo-musulman.

D'autres États arabes signeront des accords de « paix » et d' « amour » avec Israël afin de formaliser définitivement leur vassalisation au sionisme et au camp occidental en échange de la protection militaire.

Pour comprendre finement ce qui explique ces alliances et ce qui se trame dans le dos des Palestiniens, le Comité Action Palestine vous invite à lire cette excellente interview, réalisée par le CIREPAL, de Anwar Abu Taha, membre du bureau politique du Djihad islamique en Palestine.

Question : la normalisation entre les EAU et l'entité de l'occupation a été préparée de longue date, l'accord n'étant pas le fruit du hasard. Pourquoi cet accord a-t-il été annoncé et dévoilé ?

Réponse : Au Nom de Dieu le Clément et le Miséricordieux, prières et paix sur le messager de Dieu

Au début, il faut signaler que ce qui a été décrit au sujet de l'accord émirati-« israélien » comme étant un accord de normalisation minimise sa gravité, car c'est plus que cela. Il ne s'agit pas seulement d'une normalisation, car la normalisation se poursuivait avec l'entité de l'occupation depuis de longues années, mais le fait que cet accord soit annoncé publiquement est une redéfinition du rôle des Emirats dans la région, en liaison avec l'entité sioniste. A présent, les EAU se placent dans un ordre régional nouveau, basé sur l'alliance entre les régimes autoritaires et l'occupation. Les EAU entrent à présent dans le nouvel ordre régional en cours de formation après l'éclatement de l'ancien ordre arabe. Ils entrent dans une nouvelle alliance avec le sionisme. Les EAU ne sont pas seulement les protecteurs du rôle « israélien » dans la région du Golfe et dans la région, mais ils sont à présent un membre organique de cette alliance.

Q. Pourquoi les EAU ?

R. Pour plusieurs raisons. Entre autres, il est difficile pour « Israël » de nouer brusquement des relations dans la région du Golfe. Les Emirats sont un essai pour entrer dans la région du Golfe. De plus, les EAU craignent d'être la cible d'une menace de forces régionales plus puissantes dans la région. C'est pourquoi nous ne pouvons pas nommer cet accord « paix contre paix » et évidemment pas « paix contre terre », car l'histoire de la « terre en contrepartie de la paix » est close. Si nous voulons décrire cet accord, nous pouvons dire qu'il est un accord de « la reconnaissance en contrepartie de la protection », dans le sens où les EAU reconnaissent « Israël » en contrepartie de la protection « israélienne » des EAU, ces derniers étant une entité fragile, même si leur économie est relativement forte, mais l'entité est fragile... La protection « israélienne » des Emirats se ferait contre un axe en cours de concrétisation dans la région, l'axe irano-turc et

la résistance...

Q. Qu'en est-il de cette alliance, quels sont ses objectifs ?

R. Il nous faut revenir à l'ordre régional arabe, depuis la fondation de la Ligue arabe en 1945. La sécurité arabe était basée sur l'encerclement d' « Israël » et le soutien à la question centrale des Arabes, la question palestinienne. Mais depuis la normalisation arabe avec « Israël », sa doctrine sécuritaire n'est plus la résistance à « Israël ». En tant qu'ordre régional arabe, il a échoué dans le développement durable, il n'a pas réduit la pauvreté ni fondé un marché commun ni une sécurité arabe commune...

Alors que la doctrine sécuritaire de cet ordre était de faire face aux dangers « israéliens » sur la région et la Palestine, cet ordre a été démantelé après le « printemps arabe », car les Etats du Golfe arabe et quelques régimes autoritaires ont craint l'arrivée au pouvoir des mouvements de l'éveil islamique... Ils se sont placés dans une alliance qui n'a plus pour base la sécurité arabe face à l'infiltration « israélienne », mais plutôt une alliance avec la partie « israélienne » et l'entité sioniste, contre la sécurité des Arabes et des musulmans dans la région, supposant que cette alliance pourrait les protéger. L'ennemi « israélien » a été remplacé par ce qu'ils appellent le danger iranien ou l'intervention tuque ou le danger des mouvements islamiques.

Donc, cet accord émirati-« israélien » est une nouvelle mutation qui frappe la sécurité arabe, la sécurité musulmane et le fondement de cette sécurité, la question palestinienne, puis un alignement dans le camp des ennemis.

Les Arabes normalisateurs penchent aujourd'hui aux côtés de la Rome occidentale, ils penchent vers l'ennemi historique de la nation, vers l'entité sioniste qui a constitué, tout au long de la période précédente, l'ennemi central de la nation. C'est pourquoi c'est un grand bouleversement dans la conception de

la sécurité arabe, au cas où on pouvait parler de sécurité arabe commune dans la région.

...

Q. Quel est le rôle sécuritaire et militaire de cette nouvelle alliance dans la région ?

R. Après le « printemps arabe », se sont constitués deux axes dans la région, l'axe de la résistance à la tête duquel se trouve l'Iran et les forces de la résistance, auquel s'ajoute un autre pays qui commence à pencher vers le refus de la politique « israélienne » dans la région, la Turquie, avec lequel le Qatar s'est solidarisé. Cet axe fait face, dans la région, à un axe « israélien » – émirati qui craint les mouvements de l'éveil islamique et précisément les Frères musulmans, notamment après qu'ils soient parvenus au pouvoir dans plus d'un pays arabe. Cette nouvelle alliance a mené avec « Israël » la contrerévolution contre le printemps arabe. A partir de là, et vu la nouvelle disposition, il s'agit d'une alliance aux dimensions multiples, la sécurité, la géographie, les sources d'énergie, les politiques culturelles, et même la confrontation avec les idées de l'Islam ou même l'Islam, comme nous l'expliquerons par la suite. Par exemple, les EAU participent avec « Israël » pour trouver des places communes dans tous les ports de la région du Golfe, de la Mer rouge et du Yémen...

Le rôle que veulent assumer les EAU est plus vaste que leur poids et leur capacité, mais ils trouvent leur force dans la partie « israélienne » et la partie américaine qui couvrent leur mouvement. Si nous examinons le comportement des EAU sur le plan sécuritaire et politique, nous remarquons leur intervention au Yémen et en Lybie, leur participation à la contrerévolution en Egypte, la tentative de modifier le régime en Tunisie et écarter le mouvement islamique Ennahda, etc.. Les EAU interviennent dans plus d'un lieu dans la patrie arabe, mais toutes ces interventions sont en difficulté et

subissent des échecs. Cette alliance leur sert de protection contre les conséquences de leurs interventions désastreuses.

Sur le plan palestinien, l'accord entre les EAU et « Israël » a mis fin à la question de deux Etats et la question de « la terre en contrepartie de la paix ». Aujourd'hui, avec ces accords –les EAU, le Bahrayn et ceux qui suivront – les relations arabo-« israéliennes » sont devenues directes et ne passent plus par la question palestinienne, ni par la récupération des droits palestiniens ou l'établissement d'un Etat palestinien ou le retrait « israélien » des territoires occupés en 1967. Ainsi, ces accords ont rompu les initiatives arabes précédentes et ont placé les Arabes en relation directe avec « Israël ». Ce plan a été conçu auparavant par Jabotinsky depuis 1925 lorsqu'il parlait de la « paix par la dissuasion », que Netanyahu a repris en disant que cette paix est issue de la force et non d'un échange. Les paroles de Jabotinsky ont été exprimées par le ministre « israélien » des finances actuel lorsqu'il parle d'une conception régionale à trois niveaux, qui commence par la confrontation avec l'Iran et les mouvements de la résistance et les mouvements de l'islam jihadiste dans la région, puis l'établissement des relations économiques, et la dernière phase est la quête de relations avec les Palestiniens. C'est cette théorie sécuritaire qui est en train d'être appliquée. Il ne faut pas oublier les paroles de Shimon Pérès sur « la paix économique ». Nous sommes face à une alliance économique-sécuritaire, qui ouvrira plus tard les portes à la question politique avec les Palestiniens.

Face à tous ces dangers, et face au « deal du siècle » et les tentatives d'annexion, et la nouvelle alliance dans la région, le Palestinien n'a plus qu'à retrouver sa raison et à revenir à la source du projet national palestinien, en tant que projet de libération basé sur la libération de la terre, sans s'occuper du pouvoir, alors que nous vivons ces jours-ci la 27^{ème} année de l'accord d'Oslo et de ses conséquences amères.

L'accord a échoué à réaliser le projet de l'Etat palestinien, et le projet des deux Etats n'a plus d'existence, même les négociations n'existent plus. Le « deal du siècle » a tout donné à « Israël ». Il y a effectivement un vaste complot contre les droits nationaux palestiniens, sur le plan régional et international, et les Palestiniens n'ont plus qu'à rechercher les dénominateurs communs pour se rassembler sur le minimum et affronter ces défis.

Ce fut l'objet de la rencontre des secrétaires généraux, une rencontre basée sur le minimum, pour affronter ces dangers, et tous en sont conscients. Quelques comités ont été formés et nous espérons qu'ils seront efficaces et qu'ils se poursuivront. Pour notre part, au mouvement du Jihad islamique, nous soutiendrons toute démarche nationale palestinienne pour consolider la résilience palestinienne et le refus de tous les accords et complots qui visent actuellement la cause palestinienne.

Q. Cela signifie que vous comptez sur les résultats de cette rencontre pour la prochaine étape ?

R. Cette rencontre est une bonne réalisation, mais compter ou non sur elle, est une autre question. Mais nous agissons pour que ces réalisations soient positives, et nous ferons en sorte que le mouvement populaire en Cisjordanie et dans la bande de Gaza et ailleurs soit consolidé, jusqu'à arriver à une nouvelle intifada contre l'occupation, car seule la dissuasion sert avec l'occupant, non pas les négociations, ni les accords.



Q. Qu'en est-il de l'appellation « Abraham » ou « accords Abrahamiques » lancée pour ces accords par le président américain Donald Trump ? Quelle est la signification de cette appellation, d'autant plus que les accords précédents avec l'Egypte et la Jordanie ont été dénommés par des lieux. Pourquoi choisir un nom religieux ?

R. La question est pertinente. Tout d'abord, l'accord dévoile un complot qui a commencé il y a vingt ans, un complot dans lequel ont collaboré l'Israélien, l'Emirati et l'Américain. Ils ont nommé l'accord « abrahamique » en rapport au prophète de Dieu, Ibrahim. Cette question remonte au projet appelé « la diplomatie abrahamique », ou la « diplomatie spirituelle ». Ce projet a été mis en place au ministère américain des Affaires Etrangères depuis 2013, et y travaille une équipe composée de 100 politiciens et religieux. L'appellation « accord d'Abraham » n'est pas un hasard, mais le couronnement de tout le parcours émirati, et nous développerons le rôle émirati dans la « diplomatie abrahamique » ou ce qui s'appelle « les Etats abrahamiques unis », qui visent la région. Ce plan est très ancien, et nous verrons le rôle central des EAU, le but étant de consolider « Israël » en tant d'Etat juif et biblique dans cette région et l'abrogation de l'Islam en tant que religion.

Les Etats-Unis et « Israël » ont un problème historique avec le refus de cette région de reconnaître « Israël ». Il y a une difficulté à reconnaître « Israël » et les Juifs, d'autant plus que les régimes arabes qui sont nés des accords de Sykes-

Picot n'ont pu protéger ni « Israël » ni sa sécurité. Le but central consiste à passer de la non-reconnaissance d'Israël à sa reconnaissance. Comment faire ?

Ils ont trouvé que les religions, et notamment l'Islam, sont ce qui empêchent cette reconnaissance. La question est comment dépasser les religions ? La réponse fut de déplacer la religion en tant qu'outil du conflit et de négation d'Israël vers un nouveau rôle qui reconnaîtrait Israël. Il s'agit alors de dépasser le christianisme, le judaïsme et l'Islam pour parler d'une religion abrahamique collective en tant que nouvelle religion, de rassembler des dirigeants spirituels et des politiciens, d'entamer un dialogue sur les questions contemporaines et de matérialiser les conclusions du dialogue par des cartes politiques et selon des buts communs. Ce projet fut appelé la « diplomatie spirituelle » ou « la diplomatie abrahamique ».

Q. Quels sont les outils et les moyens d'un tel projet ?

R. Ils (les participants à ce projet) parlent en général des valeurs communes aux religions : l'amour, l'égalité, la tolérance, la paix, en tant que valeurs communes de cette nouvelle religion. Le but déclaré est d'instaurer la paix mondiale, d'élaborer des projets de recherches académiques et de fournir des aides économiques directes aux publics, soit diffuser cette nouvelle religion « abrahamique » parmi les gens pour faire ressentir son efficacité. Evidemment, nous n'avons pas des religions « abrahamiques » mais des religions célestes qui ne sont pas abrahamiques. Ibrahim, paix sur lui, n'a pas fondé de religions, mais ils cherchent les racines communes pour attirer les spirituels, et supprimer l'immunité intérieure de l'Islam, et faire accepter au musulman l'occupation israélienne et le rôle central d'Israël dans la région.

Ce dialogue mené par des politiciens et des personnalités spirituelles s'est matérialisé par des cartes politiques

qu'ils donnent aux décideurs pour les appliquer. Evidemment, le problème qu'ils ont affronté a deux volets : le premier gît dans les valeurs fermes de la religion, et le second dans l'histoire du conflit. L'appel fut lancé pour réinterpréter le texte religieux, pour lire l'Islam et la religion de manière différente, en débarrassant la religion et le texte religieux hérité, de toutes les sources de la force. On supprime les concepts de jihad (lutte), wala' (allégeance), barâ' (dédouanement), nusra (secours), muqawama (résistance), le refus de l'oppression, le concept d'ordonner le bien et d'interdire le mal, pour insister sur les valeurs de l'amour et de la tolérance, etc..

La relecture de l'histoire consiste à relire l'histoire du conflit entre l'islam, le christianisme et le judaïsme, pour accorder la primauté aux juifs et revoir tout le récit islamique pour accorder la centralité au rôle et à l'histoire juive, en tant qu'histoire d'origine. Dans le projet de la « diplomatie abrahamique », ou spirituelle, le judaïsme est plus ancien que l'islam et le christianisme. Il est le fondement sur cette terre.

Puis ils reprennent ce que disent les Juifs : le christianisme est un mouvement hérétique issu du judaïsme et l'Islam n'est que l'arabisation du judaïsme, il en résulte qu'il n'y a plus que le judaïsme comme principe commun, et ils parlent de fondre les trois religions, ce qui pratiquement veut dire qu'il ne reste que le judaïsme, selon cette vision.

A l'université américaine de Harvard, ils ont instauré une unité « sur les traces d'Abraham », qui a publié un guide d'initiation appelé : « réflexion relative au livre : guide de la pensée et du mouvement », où est expliqué le lancement d'une interprétation continue des textes, dans le sens que tu peux dire ce que tu veux à propos du texte religieux, et comme tu veux : tu lui arraches toutes les sources de l'immunité et de la force, mais aussi la sacralité de la religion pour donner la sacralité à cette nouvelle religion qu'ils appellent

« religion abrahamique », comme tu ôtes l'inviolabilité et la sacralité des lieux de culte, pour fonder de nouveaux lieux de culte, qui sont les « centres abrahamiques ». En effet, les EAU ont commencé à ériger « le centre religieux abrahamique », où se trouvent une mosquée, une église et un temple. Il sera inauguré en l'an 2022. Il s'agit d'un plan pour abroger l'Islam, et non seulement pour modifier les valeurs de l'Islam. Le guide d'initiation (ou d'apprentissage) est conçu pour les dirigeants spirituels et politiques, car ce plan nécessite ce qu'ils appellent « les praticiens abrahamiques », et le praticien est celui qui appelle à cette nouvelle religion. Ils ont également constitué « les familles pratiquant la paix » qui se trouve à présent en Palestine et dans plus d'un endroit où existent des conflits.

Le but déclaré de la « diplomatie abrahamique – spirituelle » est comme ils l'annoncent, le développement, et la suppression des sources du conflit, mais le but caché est de permettre aux Juifs de s'emparer d'al-Quds, avec le soutien des institutions internationales, abroger l'Islam, falsifier l'histoire et modifier la réalité au bénéfice de l'entité israélienne.

Q. Comment a été matérialisée cette diplomatie abrahamique politiquement ?

R. En mettant en place ce qu'ils appellent « le parcours d'Abraham » qui passe par les régions géographiques dans dix pays islamiques et arabes. La propriété de la terre incluse dans « le parcours d'Abraham » n'est pas aux peuples qui y vivent, mais aux peuples d'origine qui sont les Juifs. Le plan consiste à consolider la présence d'Israël dans la région. Lorsqu'ils parlent des « Etats abrahamiques unis », ils parlent d'un « pouvoir fédéral » qui rassemble les Etats arabes et islamiques au Moyen-Orient. Au centre de ce « pouvoir fédéral », il y aurait Israël, la Turquie et l'Iran, comme dirigeants cet axe, bien sûr, après avoir changé le régime iranien comme ils le souhaitent, mais aussi le régime turc. Ce plan n'est pas théorique ou fictif.

En 2013, le ministère américain des Affaires Etrangères a institué une commission à l'intérieur du ministère appelée « diplomatie spirituelle », sous la supervision de la ministre des AE à l'époque, Hillary Clinton, qui a réuni une équipe constituée de 6 groupes pour travailler sur « la religion et la politique ». 100 politiciens et personnalités spirituelles ont écrit des textes à ce propos. Ce projet n'a pas seulement l'aval du ministère américain, mais il a été soutenu par plus d'une institution internationale, les Nations-Unies y contribuent. Sur le site internet des NU, vous constaterez qu'il évoque la religion abrahamique, les « tribunes abrahamiques » et le « parcours abrahamique ». En plus des universités, des centres de recherches, des gouvernements et des centres internationaux et des associations de la société civile soutenues par des pays européens, tous parlent des « centres de la diplomatie spirituelle ». Il faut noter que ce plan est approuvé aux Etats-Unis par les des deux partis, démocratique et républicain, qui ne divergent pas là-dessus.

Q. Est-ce que le plan a commencé à être mis en place avec l'accord entre les EAU et l'entité de l'occupation ?

R. Il est en cours et est mis en place depuis longtemps, mais il a été pratiquement annoncé avec l'accord émirati, l'accord d'Abraham, l'annonce couronne ce plan. De plus, Obama et les dirigeants américains ont parlé de « la religion abrahamique commune » à plusieurs occasions, et certains centres de recherches ont entamé leur travail à ce propos dès 2007. Les universités de Harvard, Georgetown et Oxford y participent. Ce plan existe et a été mis en exécution avant l'annonce de « l'accord d'Abraham » et il se poursuit.

Q. Comment le « parcours d'Abraham » est-il lié à ce plan ?

Le parcours d'Abraham est un parcours géographique reliant 10 pays arabes et musulmans, où il suit les déplacements du prophète Ibrahim, paix sur lui, selon le récit biblique et le récit musulman. Selon ses concepteurs, c'est la carte du

parcours d'Abraham, qui commence par Harran en Turquie, en passant par le Liban, la Syrie et la Palestine, pour arriver aux frontières de Sina en Egypte, et bien sûr, il inclut la Jordanie et d'autres régions. Ce parcours a été exécuté effectivement en Palestine, et s'étend sur 330 km. Des associations ont été fondées en Palestine occupée, elles font le parcours ou « le pèlerinage », comme activité touristique générale et commune, en rassemblant des musulmans, des chrétiens et des juifs. Les pratiquants (pèlerin ou praticien abrahamique) ne savent pas nécessairement le but de ces activités. Le plus grave est que l'Autorité palestinienne, ou certains de ses responsables, ignorent le but, ainsi qu'une partie de notre peuple.

Par exemple, l'association du « parcours abrahamique » en Cisjordanie et à l'intérieur de la Palestine organise des sorties touristiques, et le ministre du tourisme palestinien a signé des accords avec cette association, ainsi que les municipalités de Bayt Lahem, Ramallah et autres, pour faciliter le passage de ce parcours et de ses participants, les « pèlerins », « les familles de la paix », les « touristes » musulmans, chrétiens et juifs, malgré les barrages et le mur de séparation, car « Israël » soutient ce plan et lui facilite la tâche. Car le parcours, selon les planificateurs, confirme le droit « israélien » sur cette terre, et sur le plan pratique, les frontières de l'Israël biblique, du Nil à l'Euphrate, sont à l'intérieur des lignes du « parcours d'Abraham ».

Ils profitent bien évidemment des politiciens et personnalités spirituelles qui les soutiennent pour propager leur plan. L'intérêt est essentiellement porté sur toutes les tendances islamiques qui insistent sur les valeurs humaines communes, comme l'amour et la tolérance, y compris les groupes et les voies soufies. Pourquoi leurs sheikhs sont-ils invités à participer à leurs conférences régionales et internationales, exploitant l'innocence de leur appel moral en apparence ?

Quiconque est invité ne réalise pas l'arrière-plan de telles conférences dont le titre est la paix, l'amour et la tolérance. Ce sont des valeurs auxquelles appellent tous ceux qui professent une religion. Le soufisme est un patrimoine spirituel commun à toutes les religions et les écoles spirituelles. Ils parlent d'un « parcours de foi ouvert », dans le sens qu'il est détaché de toute forme de doctrine ou toute forme de loi, car la divergence doctrinaire institue la différence dans la réalité.

Donc, ce qui rassemble seulement est la croyance en Dieu, qui définit celui qui entre au Paradis et qui administre le ciel, alors que l'humain est le dieu administrateur de la terre. Quand aux lois, elles sont différentes car elles ont été mises par les savants des religions. Tous ceux qui participent à cette nouvelle religion abrahamique unificatrice doivent les mettre de côté. Ce « parcours de la foi ouvert » définit la participation des « praticiens de l'abrahamisme ». Ils propagent les orientations soufies mondiales, qu'elles soient bouddhiques, chrétiennes, juives, musulmanes, ou autres. Selon ce plan, le musulman perdra la fermeté de sa doctrine qui fonde l'identité musulmane particulière. Il n'aura plus la sensibilité religieuse relative à des questions comme l'occupation « israélienne » et l'oppression subie par le peuple palestinien. Car dans cette « religion abrahamique », comme le rôle des Emirats et de ses savants, « la primauté de la paix sur la justice » est prônée. Il ne faut donc pas s'intéresser aux questions de droit ou des droits historiques et sacrés du peuple de Palestine ou de ceux qui subissent l'oppression, car l'amour et la paix entre les pays et les religions reste la priorité.

Ce projet qui exploite les mouvements soufis commence par le Maghreb pour finir à Karashi. Au Maroc, la 12^{ème} rencontre des mouvements soufis a eu lieu sous le titre « le soufisme et la diplomatie spirituelle » en 2017. Sera exploité tout ce qui soutient ce projet, à l'intérieur de l'héritage soufi, comme

par exemple certains vers poétiques du grand sheikh du soufisme, Ibn 'Arabi... où il parle de la religion de l'amour qui rassemble toutes les religions et les écoles et les croyants, sans tenir compte de l'exégèse soufie islamique de ces vers. Les propagateurs de « la religion abrahamique » exploitent ce genre d'appel qui rassemble le non-croyant avec le porteur du Coran et les Tables de la Bible, sous une seule religion, sous le prétexte de l'amour.

Q. Quel est le rôle des Emirats dans ce plan ?

R. Les EAU est la partie la plus active dans ce projet, et de là vient la gravité de l'accord « israélo »-émirati, ou ce qui s'appelle « l'accord d'Abraham », comme couronnement des efforts des Emirats depuis de longues années. Nous affirmons en toute clarté que le rôle des EAU dans ce projet est un appel à abroger l'islam et à dépasser les doctrines et les lois de l'Islam, tout cela pour consolider les « Fils d'Israël » en Palestine.

Nous allons citer des exemples de ces efforts émiratis et leur participation organique à ce projet. Ils ont fondé le « forum pour consolider la paix dans les sociétés musulmanes », à la tête duquel se trouve sheikh Abdallah Bin Bayyah, l'un des savants de Mauritanie. La philosophie de « ce forum de la paix » présentée par Abdallah bin Bayyah est que « la paix prime la justice ». Quant à l'oppression historique subie par le peuple palestinien, dont la cause est clairement établie, elle disparaît.

Considérer que « la paix prime la justice » à ce propos justifie leur relation avec « Israël ». Abdallah Bin Bayyah diffuse le récit de l'alliance d'al-Fudul ou ce qui s'appelle les religions abrahamiques et la tolérance. Le ministre émirati des AE a déclaré, dans son discours aux Nations-Unies, que « la paix mondiale ne peut être réalisée que par la paix entre les religions ». Le Forum pour consolider la paix a lancé une initiative internationale pour construire une

alliance entre les religions de la famille « abrahamique » qui dépasse la logique de la discussion religieuse »...

Il ya une autre institution aux EAU, « l'institut de la culture islamique et de la tolérance religieuse », dirigée par Jum'a Ka'bi. Cet institut a organisé au mois de septembre dernier en Espagne une conférence sur le thème « la famille abrahamique, paix et liaison ». Une conférence portant sur « le pacte israélo-émirati à la lumière des pactes prophétiques » a été présentée, et y ont été présents des personnalités parlant au nom des Juifs et des chrétiens.

Aux EAU, il ya aussi le « haut conseil de la fraternité humaine », qui a tenu sa seconde conférence à la bibliothèque nationale de New York, avec la participation du ministre émirati des AE, Abdallah b. Zayed, où il a annoncé la construction de « la maison de la famille abrahamique » dans l'île Saadiyat à Abu Dhabi. Voici une photo de la construction prévue, qui sera inaugurée en 2022, elle regroupe une mosquée, un temple et une église. A ce propos, cela a été annoncé avant l'accord émirati-israélien. Le rabbin Bruce Lustig, le grand rabbin du complexe hébreu à Washington, a participé à cette rencontre, et ils se sont mis d'accord pour appeler ce document « le document de la fraternité humaine en faveur de la paix mondiale ».

Ce plan, comme je l'ai précisé plus tôt, vise à affronter l'Islam ferme, et introduire une mollesse doctrinaire parmi les fidèles musulmans, de sorte que le musulman ne ressente pas une quelconque anomalie en cas de concessions au Juif ou au chrétien. Avec le but d'affronter l'Islam fondamentaliste et les mouvements de l'éveil islamique, à leur tête les mouvements de la résistance, les EAU ont ouvert plus d'un centre et d'une tribune pour cela. Nous savons aujourd'hui que la doctrine de la politique étrangère des EAU est de traquer les mouvements de l'éveil islamique en tout lieu, et notamment le mouvement des Frères Musulmans. Cette traque ne se déroule pas uniquement par la pensée, mais aussi par l'intervention

directe et la militarisation.. Par exemple, le centre « Mesbar » aux Emirats est un centre spécialisé dans l'étude et la déformation des mouvements de l'éveil islamique, il agit aux Emirats et a publié de nombreuses publications.

Quant au but des « praticiens spirituels » consistant à réinterpréter le texte religieux, pour soutenir la paix et l'intérêt d'Israël, et réinterpréter l'histoire musulmane, les EAU ont poursuivi ces buts dans plus d'une direction. Par exemple, ils ont accueilli le penseur Mohammad Shahrour à qui ils ont offert un centre à Abu Dhabi. Mohammad Shahrour traite le texte religieux par une réinterprétation en manipulant toutes les constantes coraniques.

Les Emirats ont également fondé une association, « croyants sans frontières », qui avait son siège au Maroc avant le désaccord marocain-émirati. « Croyants sans frontières » veut dire sans frontières au niveau de la doctrine et de la loi. L'association présente son objectif en disant « dépasser les partialités et les différences doctrinaires ». Elle a publié une encyclopédie en 5 volumes sur la réinterprétation du texte religieux, ayant pour titre « le Livre et sa lecture », dirigée par le professeur universitaire tunisien Abdel Majid Sharfi. Elle essaie de dire que le Coran qui est entre nos mains n'est pas le seul Coran, et qu'il y a des lectures différentes, nous avons des « Corans » et non un seul Coran, dans une tentative de faire douter du texte coranique présent entre nos mains, comme étant le texte achevé et final. Ce ne fut pas la seule publication, d'autres ont suivi. Cette association ne peut pas renier le Coran de façon directe, elle est entrée par la porte des lectures coraniques, ce qui veut dire les formes de lecture, pour dire que ce Coran entre nos mains n'est pas la lecture achevée. Dans le même cadre, les livres qui parlent de l'historicité de l'exégèse coranique ont pour but de donner la liberté de réinterpréter les concepts tels que le Jihad et autres, pour réaliser leurs objectifs.

Q. Comment peut-on affronter ce projet – plan ?

Je voudrai d'abord signaler une autre institution émiratie qui propage la réinterprétation du texte et de l'histoire, c'est la télévision al-Ghad, qui diffuse du Caire et qui est financée par les Emirats. Elle présente deux programmes, l'un sur la réinterprétation du texte et accueille favorablement tous les laïques sous le titre du renouveau et de la réforme de la religion... et un autre programme sur la relecture de l'histoire...

Quant à affronter ce projet, il commence par le peuple palestinien, et je veux indiquer son importance, en rappelant qu'après la guerre de 2008-2009, plusieurs pays arabes qui avaient ouvert des bureaux de représentation à Tel Aviv, comme la Mauritanie, les Emirats et Qatar, ont fermé ces bureaux. Il faut compter sur le peuple palestinien et sa résistance, une véritable résistance qui affronte l'agression et qui arrête ce projet. La résistance du peuple palestinien est capable de briser tous les complots. J'indique ici la nécessité de dénoncer et d'affronter les associations du « parcours d'Abraham » en Cisjordanie.

L'Autorité palestinienne, si elle veut affronter le deal du siècle, doit affronter ces activités à l'intérieur de la Palestine. Nous devons mettre en garde notre peuple contre ce qui se trame, à tous les niveaux, car l'Occident et Israël planifient et exécutent, et tous ces projets doivent être affrontés en toute conscience, dans l'attachement à la résistance, à la ligne de la résistance et à la voie de la résistance, en consolidant les valeurs de l'islam, telles que le jihad, l'invitation au bien et l'abandon du mal, la résistance à l'oppression et l'affrontement de l'agression. Ce sont des valeurs fondamentales dans l'islam, et notre attachement à ces valeurs, et l'éducation de nos générations futures sur ces valeurs sont capables de renforcer l'immunité interne pour empêcher l'exécution de ces projets et leur progression.

https://cirepal.blogspot.com/2020/09/les-accords-dabraham-et-le-role-des-eau.html?fbclid=IwAR3tp_v80cuM7rGDneaGsi4xJ30M22VZeuVtFgsF0SjwkosEmQD3ezrRNLo

Photo:

Des manifestants palestiniens à Jérusalem occupée portant des photos du chef des EAU avec le mot « traître ». Crédit : Abdalafo Bassam. (source: BDS France)

L'annexion de la Cisjordanie : la poursuite du crime sioniste

Comité Action Palestine, le 27 juin 2020

Annoncée en janvier 2020 dans le plan américain pour le Moyen-Orient, l'annexion de la Cisjordanie par Israël doit prendre effet début juillet. Le 24 juin 2020, au Conseil de sécurité de l'ONU le ministre des Affaires étrangères palestinien, Riad Al-Malki, après avoir menacé Israël d'« immédiates répercussions », ajoute : « L'annexion n'est pas seulement illégale. C'est un crime ».

Si cette annexion est un crime, alors la création de l'Etat d'Israël est en soi un crime. Depuis 1948, et l'expropriation à grande échelle des Palestiniens, le crime n'a jamais cessé. Il a même revêtu les habits des « accords de paix » en 1993 à Oslo. Vols de terres, vol de maisons, assassinats ciblés ou de

masse, emprisonnement, torture, guerre avec les pays voisins, le crime s'ajoute au crime sans que la fictive communauté internationale ne trouve à s'indigner et agir, sinon hypocritement ; sans que les pays arabes, s'autodétruisant dans des guerres interminables, n'interviennent pour leurs « frères palestiniens », sinon pour leur planter un couteau dans le dos. Même si des Etats et des organisations persistent à croire ou feignent de croire que la solution à « deux Etats », née aux forceps des Accords d'Oslo, est l'option de la « paix », le peuple palestinien n'est pas dupe parce qu'il en paie le prix tous les jours.

Dans ce contexte historique apparemment favorable, les sionistes avancent et poussent leur pion avec l'assurance du soutien indéfectible des Etats-Unis. Ils savent pertinemment qu'au-delà de l'indignation morale occidentale et arabe, rien ne se mettra en travers de leur route pour coloniser toute la Palestine. Seul le peuple palestinien lui-même est un obstacle à la réalisation du « rêve » sioniste raciste d'une terre vidée de toute présence palestinienne. Depuis 2015, la mobilisation populaire à al-Quds, puis les Marches du Retour à Gaza sont le signe que les Palestiniens sont prêts à se battre jusqu'à la libération de leur terre. L'Etat sioniste ne craint que le peuple palestinien. C'est pour cette raison que les assassinats se poursuivent quotidiennement. Depuis début 2020, plus de 20 Palestiniens sont tombés sous les balles de l'occupant sioniste.

Que l'annexion ait lieu ou pas en juillet, le sort des

Palestiniens n'en sera pas bouleversé radicalement, Israël étant une menace permanente pour leur vie quotidienne et leur devenir. Le monde a inventé un crime et l'a nommé Israël.

ما من سبيل للحرية غير المقاومة !

انتقل الى رحمة الله زعيم المقاومة الفلسطينية رمضان عبد الله شلح، ليلة السبت المنصرم في منفاه بأرض لبنان، و دفن الزعيم الذي وُلد في غزة بمقبرة الشهداء المتواجدة في مخيم اليرموك للاجئين الفلسطينيين بسوريا، ويُعدُّ الفقيه مؤسس حركة الجهاد الإسلامي مع الدكتور فتحي الشقاقي الذي اغتيل من قبل الكيان الصهيوني عام 1995، كما أشرف على قيادة منظومة المقاومة الى غاية عام 2018

ولم يكفَّ قادة حركة الجهاد الإسلامي المتعاقبين عن مواجهة الاستعمار اليهودي على أرض فلسطين من خلال عزمهم على الاستمرار في مسار مكافحة الاحتلال. علاوة على ذلك، ورداً على مشروع التدمير الصهيوني، فقد ركزت الحركة أساساً على هدفها الوحيد الذي يتمثل في تحرير فلسطين بكاملها، فضلا عن الدفاع عن الهوية الفلسطينية وكذا عن الحق في الوجود للوطن الفلسطيني، مهما كلف ذلك وبشتى الوسائل المتوفرة

ولطالما دعت الحركة إلى الصمود والحزم والوحدة والمقاومة الى أن تنقلب موازين القوى مع العدو. كما تُعزى آخر الانتصارات العسكرية الفلسطينية التي شهدتها غزة الى التنظيم المحكم للحركة التي تُعدُّ واحداً من أهم صُنْدُاع المقاومة

وفي اطار مشروعه الاستعماري الذي يعزم على تحقيقه بلا هوادة، يستعد الكيان الصهيوني الى ضم أجزاء كبيرة من الضفة الغربية بدعم من حليفه الأمريكي المخلص له، في جوٍّ تسوده لا مبالاة شاملة. غير أن المحتل الجبان يخشى ثوران انتفاضة ثالثة، الأمر الذي أدى به الى مضاعفة أعمال العنف ازاء الفلسطينيين يوميا، من خلال ممارسته

السجن والقتل في حقهم

ان هذا التسارع الجديد لعمليات الاستيطان التي يمارسها العدو يُثبت مرة أخرى أن عقود المفاوضات لم تكن الاّ خطة خداع لربح الوقت. فالمقاومة هي بلا شكّ السبيل الوحيد للتحرّر من قبضة الكيان المحتل

وتكريماً لجميع قادة المقاومة الذين ضحوا بحيواتهم من أجل تحرير أرض فلسطين ، عشية معركة جديدة لاشكّ في

أنها Comité Action Palestine أن تعرب عن تعازيها الصادقة للشعب ستكون حاسمة للأمور ، تود جمعية

الفلسطيني جرّاء وفاة القائد الزعيم رمضان شلح، وأن تؤكد دعمها له ومساندته في كفاحه من أجل تحقيق الاستقلال والحرية

Il n'y a pas d'autre voie que la Résistance !

Comité Action Palestine, le 11 juin 2020

Le leader de la Résistance Palestinienne Ramdhan Abdallah Challah est décédé samedi soir en exil au Liban. Né à Gaza, il a été inhumé dans le cimetière des Martyrs du camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk en Syrie. Fondateur du Mouvement du Jihad islamique avec le Dr Fathi Shiqaqi assassiné par l'entité sioniste en 1995, il a dirigé cette organisation de la Résistance jusqu'en 2018.

Face au colonialisme juif en Palestine, le Mouvement du Jihad islamique et ses leaders successifs n'ont cessé de maintenir le cap de la lutte contre l'occupation. En réponse à l'entreprise de destruction sioniste, leur unique objectif est de libérer la totalité de la Palestine et de défendre l'identité palestinienne et l'existence de la Nation par tous

les moyens disponibles. Le Mouvement a prôné la résilience, la fermeté, l'union et la résistance jusqu'au renversement du rapport de forces avec l'ennemi. Parfaitement organisé, il est l'un des artisans majeurs des dernières victoires militaires palestiniennes à Gaza.

En poursuivant sans relâche son entreprise coloniale, l'entité sioniste s'apprête à annexer des larges parties de la Cisjordanie avec le soutien de son fidèle allié américain et dans l'indifférence générale. Cependant l'occupant, très inquiet, redoute une troisième Intifada et redouble de violence en assassinant et emprisonnant les Palestiniens au quotidien. Cette nouvelle accélération de la colonisation prouve encore une fois que les décennies de négociation n'ont été qu'un leurre pour gagner du temps.

La voie de la Résistance est bien la seule pour conduire à la libération. En hommage à tous les leaders de la Résistance qui ont donné leur vie pour la Palestine, à la veille d'une nouvelle bataille qui sera sans nul doute décisive, le Comité Action Palestine tient à exprimer ses sincères condoléances au peuple palestinien pour la disparition de Ramdhan Challah, et lui rappelle son soutien inconditionnel à sa lutte pour l'indépendance.

Photo: Le Centre Palestinien d'Information

Du « rêve » américain au « rêve » sioniste : un cauchemar raciste !

Comité Action Palestine, 4 juin 2020

Depuis début 2020, au moins 22 Palestiniens sont tombés sous la violence raciste de l'occupant sioniste, dont cinq depuis début mai. Eyad al-Halaq (32 ans), Fadi Adnan (37 ans), Baheaddin Mohammad al-Awawda (18 ans), Zeid Fadel Qaisiyya (15 ans) et Rafif Mohammed Karain (4 ans) sont morts en Martyrs dans l'indifférence générale. En pleine crise sanitaire, les sionistes perpétuent leur action destructrice. Assassinats, emprisonnements, destructions de maisons et de récolte, vols de terres, l'annexion d'une partie de la Cisjordanie par Israël se prépare dans l'indifférence générale mondiale. Mais l'inquiétude est grande chez l'occupant qui redoute une troisième Intifada. Le feu couve depuis plusieurs années. Depuis 2015, la mobilisation populaire à al-Quds, puis les Marches du Retour à Gaza montrent que les Palestiniens sont prêts à se battre jusqu'à la libération de leur terre. La nouvelle étape de la politique coloniale sioniste et les difficultés économiques accrues en raison des mesures de confinement pourraient provoquer l'embrasement tant attendu et donner un nouveau souffle à la lutte palestinienne.

Aux USA, alors que le gouvernement est plus préoccupé par une escalade des sanctions envers ses ennemis que par la santé de ses habitants, le nouvel assassinat par la police d'un Noir, George Floyd, vient d'embraser le pays. Dans cet autre Etat fondé sur la violence, le racisme et l'épuration ethnique, les manifestants rejettent avec détermination la violence structurelle du « rêve américain » envers les minorités raciales, exploitées économiquement et marginalisées socialement. Empreinte de son histoire coloniale, la France

ne fait pas exception en matière de violence policière contre ses populations issues de l'immigration. Amine Bentoussi, Adama Traore, Zyed Benna et Bouma Traore ne sont que quelques noms sur la longue liste de Noirs et Arabes victimes en France de ces crimes.

Ce soulèvement salutaire outre-atlantique montre qu'en Palestine comme partout ailleurs, le sang des opprimés n'est jamais versé en vain. En tentant d'étouffer les Damnés de la terre, les gouvernements ne font que leur insuffler l'énergie nécessaire à une nouvelle étape de libération des peuples.

Photo: fresque dessinée par l'artiste palestinien Walid Ayyoub sur le mur érigé par le régime colonial sioniste en Palestine occupée.

Ce qui a été volé par la force sera repris par la force !

Commémoration de la Nakba, mai 2020

Comité Action Palestine

Le 14 mai 1948, jour de la « création de l'Etat israélien », est commémorée par les Palestiniens comme la Nakba, la Catastrophe. Cinq cents villages détruits, 800 000 Palestiniens expulsés de leurs terres, de très nombreux massacres, les sionistes franchissaient alors une étape majeure dans leur projet

colonial entrepris dès la fin du XIX^{ème} siècle. Cautonné par les puissances occidentales, le mythe sioniste selon laquelle la Palestine était «une terre sans peuple pour un peuple sans terre» a constitué l'un des plus grands mensonges de l'histoire et a servi de justification à la politique sioniste de colonisation et d'épuration ethnique. Les réfugiés et déplacés palestiniens sont aujourd'hui près de 8 millions. Un tiers d'entre eux vivent encore dans les 58 camps établis après la Nakba à Gaza, en Cisjordanie et dans plusieurs pays voisins comme la Jordanie, le Liban, la Syrie.

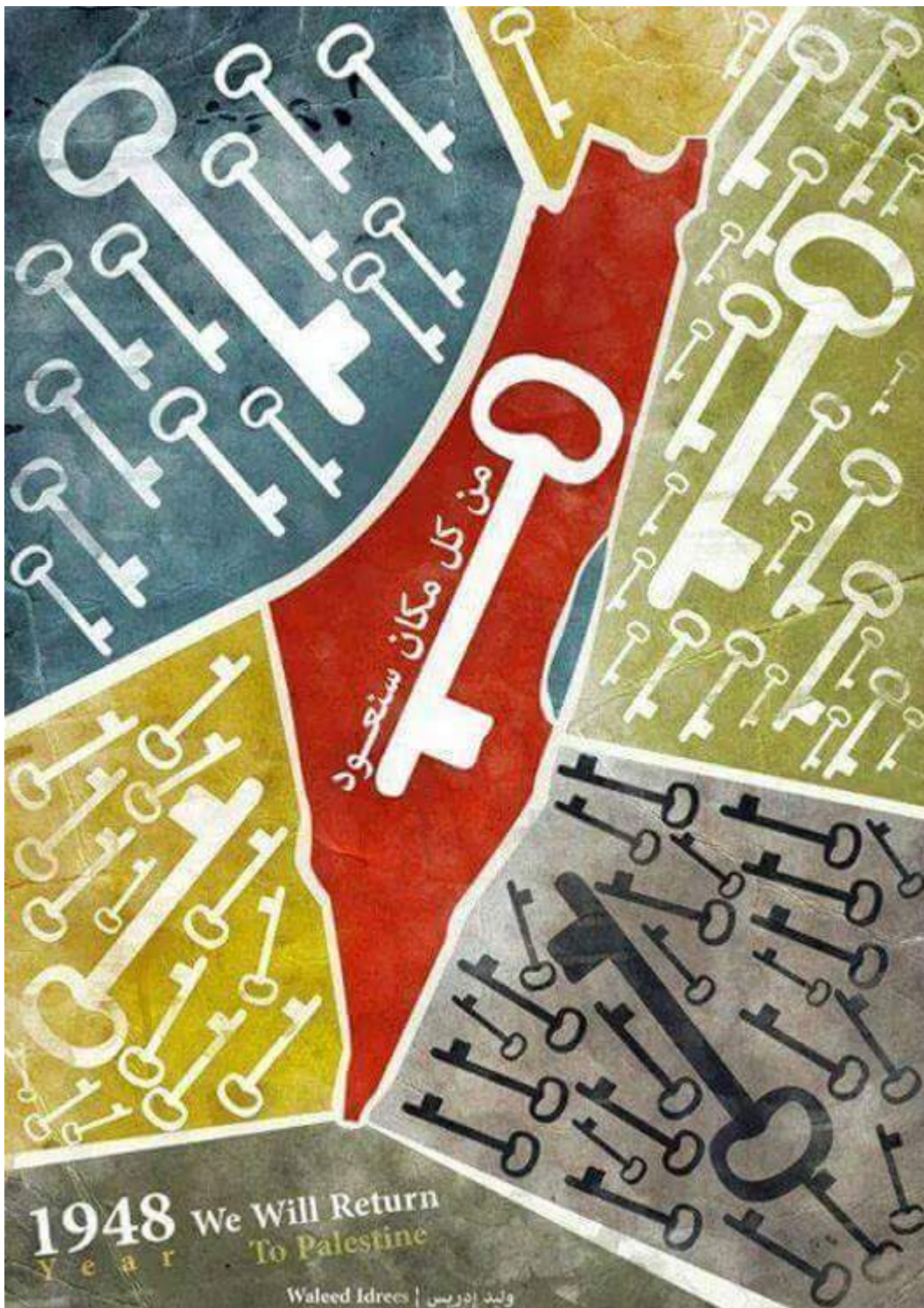
Plus de 70 ans de crimes et de massacres

En recommandant la partition de la Palestine, la Résolution 181, adoptée par l'ONU le 29 novembre 1947, est l'acte fondateur de la Nakba. Elle attribue aux Juifs 56 % du territoire palestinien, alors qu'ils représentent moins du tiers de la population et sont installés sur à peine 7 % des terres. Légitimement refusée par les Palestiniens, elle permet aux sionistes de rendre effective leur stratégie de spoliation et de domination du pays. Selon des plans préétablis, ils conduisent dès fin 1947 une politique de terreur et du fait accompli afin d'accélérer le nettoyage ethnique et le vol des terres. Dans les semaines et les mois qui suivront, 418 villes et villages seront détruits, plus de

15000 palestiniens
seront assassinés et dans plus de 70 villages, la population
sera entièrement
massacrée.

Mais la Nakba ne s'est pas
arrêtée en 1948. Depuis plus de 70 ans, la judaïsation de la
Palestine,
l'épuration ethnique et le vol de la terre se poursuivent à
marche forcée, avec
le soutien total des puissances impérialistes. Après des
décennies de
négociations, la colonisation et l'expulsion
des Palestiniens s'est aggravée et la répression de la
résistance n'a jamais
cessé. Le « deal du siècle », concocté
par l'administration américaine et rendu public en ce début
d'année, s'inscrit
dans le prolongement du projet colonial sioniste élaboré il y
a plus d'un
siècle. Ce plan envisage d'octroyer aux Palestiniens quelques
bouts de
territoires sans souveraineté aucune, sans frontières et
encerclés par les forces
militaires israéliennes. Il exige des
Palestiniens un renoncement à leur terre contre quelques
milliards de dollars,
un renoncement à leurs droits, même ceux soi-disant garantis
par le droit
international comme leur droit au retour.
Les Américains veulent livrer un pays tout entier qui ne leur
appartient
pas à des israéliens dont la voracité coloniale est
insatiable. Comme à leur
habitude, la plupart des Etats arabes
applaudissent la proposition américaine, préférant se
soumettre à l'ordre

mondial actuel, bénéfique à la corruption et l'enrichissement éhonté de leurs élites.



**Résister
jusqu'au retour**

Depuis le début de la colonisation juive de la Palestine, le peuple

palestinien a toujours résisté sous différentes formes à cette terrible entreprise de destruction de sa société. Malgré toutes les tentatives pour les anéantir, les réfugiés sont devenus des combattants. Aujourd'hui, il est évident que les Palestiniens ne renonceront jamais à leurs droits et à leur liberté. A Gaza, les Palestiniens continuent de résister après trois guerres (2008 ; 2012 et 2014) et malgré un blocus infâme depuis 13 ans. Les Marches pour le retour organisées chaque vendredi pendant 2 ans ont témoigné de cette détermination malgré la répression et les assassinats. En Cisjordanie, les actes de bravoure face aux soldats d'occupation et aux colons sont quotidiens. Dans les prisons sionistes, les résistants multiplient les grèves de la faim pour faire entendre leur voix. Tous résistent aux sionistes, ils résistent contre l'Occident qui soutient Israël et contre la trahison de nombreux Etats arabes.

Le peuple palestinien se retrouve aujourd'hui face à une réalité brute et brutale. Il ne doit compter sur personne, sinon sur lui-même. Lui seul peut arracher sa liberté à l'occupant quand les classes dirigeantes arabes ont depuis longtemps troqué leur dignité contre de l'argent. Il en connaît les moyens et le prix et n'a pas d'autre choix que celui de l'unité et de la résistance. Ce qui a été volé par la force sera repris par la force.

La décision de Trump n'a pas brisé leur volonté, bien au contraire. Ils se battront jusqu'au bout pour libérer la terre arabe de Palestine et retourner chez eux, dans leurs maisons que les colons israéliens ont volées en 1948. Tous les jours des Palestiniens et des Palestiniennes tombent sous les balles sionistes. Mais rien ne semble entamer cette détermination profondément enracinée à vouloir faire revivre la justice sur cette terre. Une terre sans sionistes de la mer au Jourdain.

Le Comité Action Palestine

le soutient sur ce chemin et réaffirme les quatre principes suivants :

- La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.
- Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son auto-détermination et son indépendance nationale.
- La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.
- La libération de tous les résistants emprisonnés et de Georges Ibrahim Abdallah, résistant de la cause palestinienne détenu depuis 35 ans dans les geôles de l'Etat français, alors qu'il est libérable depuis plus de 10 ans.

Photo : Younes Arar

Plan Trump : la Palestine n'est pas à vendre

Comité Action Palestine (30 janvier 2020)

Si il y a une certitude aujourd'hui, c'est que Donald Trump fait ce qu'il dit et que l'hypocrisie envers les Palestiniens qui était la marque occidentale depuis des décennies a fait long feu avec ce fameux « deal du siècle » qui prévoit quelques bouts de territoires sans souveraineté aucune, sans frontières et encerclés par les forces militaires israéliennes.

En réalité, ce plan exige des Palestiniens un renoncement à leur terre contre quelques milliards de dollars. Si les « Accords d'Oslo », dans un contexte défavorable au mouvement national palestinien, ont été une ruse pour amputer la Palestine de 80% de son territoire, le Plan Trump ne mériterait même pas qu'on s'y arrête tant ses objectifs ne sont que l'accélération de l'anéantissement de toute perspective d'une solution à deux Etats avancée par la « communauté internationale ». Les masques sont tombés, quelques jours après le Forum sur la Shoah où des dirigeants du monde entier sont venus faire allégeance au sionisme

Le droit international est piétiné par ceux là mêmes qui l'ont mis en place. Et les Etats arabes ne sont pas en reste. Si nombre d'entre-eux ont applaudi le plan Trump, les autres se confinent dans un silence gêné. La raison en est simple : mieux vaut l'ordre mondial actuel qui est bénéfique à la

corruption et l'enrichissement éhonté de leurs élites, qu'un chamboulement des rapports de forces provoqué par la résistance du peuple palestinien. La cupidité sans limite a fait voler en éclat tout sens de la dignité et de l'honneur. Les bases militaires américaines sur leur sol en sont la manifestation la plus éclatante !

Les Palestiniens ont tiré des enseignements après l'expérience amère des prétendus accords d'Oslo, à la différence notable que cette fois-ci le plan Trump n'a pas fait semblant de les consulter. Les Américains veulent livrer un pays tout entier qui ne leur appartient pas à des israéliens dont la voracité coloniale est insatiable. Le peuple palestinien est aujourd'hui face à une réalité brute et brutale. Il ne doit compter sur personne, sinon sur lui-même. Lui seul peut arracher sa liberté à l'occupant quand les classes dirigeantes arabes ont depuis longtemps troqué leur dignité contre de l'argent. Il en connaît les moyens et le prix et il n'a pas d'autre choix que celui de l'unité et de la résistance. Ce qui a été volé par la force sera repris par la force.

Dans cette période, où la machine économique à broyer les hommes qu'est le capitalisme est prise de convulsions mortelles, et que partout les peuples se lèvent pour mettre fin à l'injustice, les Palestiniens sont à l'avant-garde du combat. Ils nous montrent le chemin de la liberté. Soyons à leur côté. De leur victoire dépend aussi notre victoire sur le règne des

forces obscurantistes
coalisées.

Palestine : la farce Emmanuel Macron

Comité Action Palestine (25 janvier 2020)

Invité par Benjamin Netanyaou à al-Quds (Jérusalem), au même titre que 41 autres chefs d'Etat, le Président français Emmanuel Macron a d'abord renouvelé, si besoin est, son allégeance au sionisme en déclarant que « la négation de l'existence d'Israël comme Etat est de l'antisémitisme ».

Emaillée de quelques déclarations creuses sur la paix et d'une mascarade où il a tenté de plagier l'altercation de Jacques Chirac avec les forces d'occupation sionistes dans la vieille Ville en 1996, sa visite en Palestine occupée est symptomatique de l'actuelle politique étrangère française. Ayant perdu depuis longtemps toute influence dans la Région, la France atteint cette fois-ci un niveau de ridicule difficilement égalable à l'échelle internationale. Tout comme en France où il reste sans réponse face à la plus grande contestation sociale depuis 25 ans, sauf en réprimant les contestataires, la gesticulation pathétique du Président français cache mal l'absence de stratégie, hormis la soumission honteuse aux forces américano-sionistes. Comme le ridicule ne tue pas, et que certains médias français sont à l'image des dirigeants français, Emmanuel Macron aurait, d'après une chaîne d'information en continu, également rencontré au cours de cette visite le Président Yasser Arafat, mort depuis 15 ans !

Dans la course de l'Occident vers l'effondrement civilisationnel, la France vient de prendre une longueur d'avance. Sur la terre occupée de Palestine, à al-Quds, le contraste entre cette expression du déclin français et la dignité de la résistance du peuple palestinien, est frappant. Sans légitimité en France, Emmanuel Macron ne représente rien pour les autres peuples et en particulier pour le peuple palestinien. Il peut s'aplatir devant les forces du capital ou de l'impérialisme, se rouler dans la fange du déshonneur, ses propos ne valent pas un shekel.

La Palestine est arabe !

Source photo : la-croix.com

Le Comité Action Palestine dénonce les assassinats terroristes du Général Ghassem Soleimani et d'Abou Mehdi al-Mouhandis

Le 3 janvier 2020 au matin, le Général iranien Ghassem Soleimani, commandant de la Force Al-Quds, l'aile d'élite des Gardiens de la Révolution islamique et Abou Mehdi al-Mouhandis, le responsable irakien des unités de mobilisation populaire, ont été assassinés à Bagdad, sur ordre de Donald Trump.

Le Général Soleimani, numéro 2 de la République islamique, juste après l'Ayatollah Khamenei, était considéré par le

peuple iranien comme un héros de la Révolution et de la guerre Irak-Iran. Grand stratège, il coordonnait la politique sécuritaire de l'Iran dans la région et avait joué un grand rôle au Liban lors de l'attaque sioniste de 2006 et plus récemment en Syrie. Il était la pièce maîtresse de la stratégie iranienne au Proche et Moyen Orient. Cet acte de terrorisme commis envers un responsable officiel de haut rang d'un Etat souverain, sur le sol d'un autre Etat souverain est une déclaration de guerre. Incapable de contrer efficacement l'influence de l'Iran dans la région, l'action terroriste est la seule carte que peuvent encore jouer les USA et l'entité sioniste en raison du déclin du capitalisme américain et donc de sa capacité à contrôler le monde. Parallèlement à cet affaiblissement de l'impérialisme, des peuples luttent avec succès pour recouvrer leur souveraineté dont Ghassem Soleimani est une illustration pour l'Iran.

Partout dans le monde, les peuples se battent avec énergie et sacrifice pour la justice sociale et leur souveraineté. En Bolivie, au Chili, au Venezuela, en Algérie et ailleurs, un nouveau monde est en gestation où le mot d'ordre semble partout le même : La souveraineté populaire ! S'il est encore difficile de dire quelles seront les conséquences effectives de cet assassinat, les premières réactions en Iran et en Irak attestent qu'Américains et sionistes ont sans doute, en agissant de la sorte, accéléré la fin de leur emprise au Moyen Orient. La libération de la Palestine en dépend.

Nous, Comité Action Palestine, dénonçons cet assassinat et assurons de notre solidarité tous les peuples qui luttent contre l'impérialisme. Nous rendons hommage à tous leurs combattants qui tombent en martyr pour défendre la cause de la liberté.

Comité Action Palestine

le 7 janvier 2020